COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 30 NOVEMBRE 2015

L'an deux mil quinze le trente novembre à vingt heures,

Le Conseil Municipal, convoqué le 23 novembre 2015, s'est réuni dans la salle des délibérations.

La séance a été publique.

Etaient présents : GRAS P. BARLAGUET C. DEUBEL C. SOUBEIRAN A. PEREZ H. VERON D. CARRIERE P. BELLOT-MAUROZ S. PETE K. PEREZ J-S. MATTONAI R. VIDAL A. CHARNOT L. JULIEN M. CAZELLET S.

Excusé : TRUMLER I. NAZON J-L. (pouvoir à JULIEN M.)

Absentes : NISOLE F. ALLEMAND A.

Monsieur le Maire s'assure que le quorum est atteint.

Madame Karine PETE a été élue secrétaire.

1) Communauté de Communes Rhône-Vistre-Vidourle : Projet de territoire

M. Jean-Baptiste ESTEVE, Président de la CCRVVet M. Guillaume CHAZELLE, DGS de la CCRVV, expose le projet de territoire de la communauté de communes.

Ce projet apporte une redéfinition des compétences et apporte des préconisations par compétence.

Après avoir entendu l'exposé, le Conseil Municipal, émet un avis favorable au projet de territoire.

2) Communauté de Communes Rhône-Vistre- Vidourle : Groupement de commandes pour l'achat de carburant

Afin de permettre des économies d'échelle et la mutualisation des procédures de passation de marchés de fourniture de carburant, la commune souhaite adhérer à un groupement de commandes dont le coordonnateur sera la communauté de communes.

A cet effet, il est nécessaire de signer une convention pour définir les modalités de fonctionnement du groupement.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve l'adhésion au groupement de commandes et autorise M. le Maire à signer tous les documents y afférents.

3) SIVOM du Moyen Rhône : Rappel annuel (exercice 2014) sur le prix et la qualité des services Eau et Assainissement

Monsieur Alain SOUBEIRAN, Adjoint et délégué au SIVOM du Moyen Rhône, expose que la commune a été destinataire du rapport annuel pour l'année 2014 sur le prix et la qualité des services publics eau et assainissement conformément à l'article 3 du décret n°95-635 du 6 mai 1995. L'article 3 dudit décret précise que chaque commune adhérente est destinataire du rapport annuel adopté par le syndicat et doit le présenter en Conseil Municipal, au plus tard dans les 12 mois qui suivent la clôture de l'exercice soit au 31 décembre 2015.

Il présente alors le rapport annuel 2014 constitué des pièces suivantes :

Rapport de synthèse Rhône Cévennes Ingénierie chargé du contrôle d'affermage des deux services, rapport annuel sur l'eau, compte rendu technique sur l'eau, compte rendu financier sur l'eau, rapport annuel sur l'assainissement, compte rendu technique sur l'assainissement, compte rendu financier sur l'assainissement et notre d'explications.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve le rapport annuel sur le prix et la qualité des services eau et assainissement.

4) Transfert de l'exercice de la compétence « Mise en place et organisation d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables (IRVE) » au SMEG

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment son article L. 2224-37, permettant le transfert des compétences « IRVE : mise en place et organisation d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables » aux autorités organisatrices d'un réseau public de distribution d'électricité visées à l'article L. 2224-31 du CGCT,

Vu la délibération du bureau syndical du SMEG en date du 31 mars 2015 approuvant la demande de financements mis en place par l'Etat dans l'appel à manifestation d'intérêt confié à l'ADEME,

Vu la délibération du comité syndical en date 2 février 2015 approuvant les nouveaux statuts du SMEG, et notamment l'article 3.2 habilitant le SMEG à mettre en place et organiser, pour ceux de ses membres qui lui ont confié cette compétence, un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables et l'article 3.4 des statuts portant sur les modalités du transfert de cette compétence,

Considérant que le SMEG engage un programme départemental de déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables, et ce à travers un maillage cohérent couvrant l'ensemble du territoire et que, à ce titre, le transfert de la compétence présente un intérêt pour la commune,

Considérant qu'en application des dispositions de l'article 3.4.1 des statuts du SMEG, le transfert de la compétence « IRVE : mise en place et organisation d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables » suppose l'adoption de délibérations concordantes de l'organe délibérant du membre concerné et d Syndicat,

Considérant que pour inscrire une infrastructure de charge dans le programme de déploiement du SMEG et permettre à ce dernier d'obtenir les financements mis en place par l'Etat dans l'appel à manifestation d'intérêt confié à l'ADEME, il convient de confirmer l'engagement de la commune sur la gratuité du stationnement des véhicules électriques, dans les 2 ans à compter de la pose de la borne, sur tout emplacement de stationnement, avec ou sans dispositif de recharge, en surface ou en ouvrage, gérés directement par la collectivité, et qu'il convient également de confirmer l'engagement de la commune sur sa participation financière,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Approuve le transfert de la compétence « IRVE » : mise en place et organisation d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables » au SMEG pour la mise en place d'un service, dont l'exploitation comprend l'achat d'électricité nécessaire à l'alimentation des infrastructures de charge.
- Adopte les conditions administratives, techniques et financières d'exercice de la compétence approuvées par le Bureau du SMEG en date du 14 septembre 2015.
- S'engage à accorder pendant 3 ans à compter de la pose de la borne, la gratuité du stationnement aux utilisateurs de véhicules électriques et hybrides rechargeables sur tout emplacement de stationnement sis sur le territoire communal, avec ou sans dispositif de recharge, en surface ou en ouvrage, gérés directement par la collectivité.
- S'engage à verser au SMEG les participations financières au fonctionnement dues en application de la délibération du SMEG en date du 6 juillet 2015.
- S'engage à inscrire les dépenses correspondantes au budget municipal et donne mandat au Maire pour régler les sommes dues au SMEG.
- Autorise le Maire à signer tous les actes nécessaires au transfert de compétence IRVE.

5) Schéma Départemental de Coopération Intercommunale

Le Maire expose que le Conseil Municipal dispose d'un délai de deux mois à compter du 12 octobre 2015 pour émettre un avis sur le projet de SDCI élaboré par le Préfet.

Ce schéma contient un bilan et des propositions :

- Sur le Communauté de Communes Rhône-Vistre-Vidourle (CCRVV), il est fait état d'échanges entre élus évoquant des rapprochements entre la CCRVV, la Communauté de Communes Terre de Camargue (CCIC) et la Communauté de Communes Petite Camargue (CCPC). Les services de l'Etat considèrent très pertinents ces rapprochements qui pourraient être utilement ajoutés par voie d'amendement à l'initiative de la Commission Départementale de Coopération Intercommunale (CDCI).

- Sur le SIVOM du Moyen Rhône : dissolution du fait du transfert des compétences GEMAPI, adduction d'eau potable et assainissement collectif à la CCRVV par l'effet de la loi NOTRe.
- Sur le Syndicat d'Electricité du Gard (SMEG) : achèvement de la départementalisation avec intégration des communes de Nîmes et Uzès.

Il est proposé au Conseil Municipal de :

1 – Rappeler que ce projet de schéma s'inscrit dans un processus de destruction de la commune initié par la loi ATR de 1992 et poursuivi avec constance depuis par tous les gouvernements.

De ce point de vue, la commune de CODOGNAN ne peut qu'être hostile au projet de schéma.

2 – Rappeler que la notion de « bloc communal » n'est qu'un leurre qui permet de dévitaliser les communes au profit des EPCI à fiscalité propre.

3 – Déplorer que l'état des lieux contienne des tableaux comparatifs, notamment à propos des charges de fonctionnement, qui ne prennent pas en compte suffisamment de paramètres : comment comparer des taux de charges sans prendre en compte la nature des compétences exercées ?

4 – S'étonner que le SMEG ne comprenne toujours pas les communes de Nîmes et Uzès, alors que cette intégration avait été annoncée lors de la fusion imposée du SIE Vistre, auquel adhérait la commune de CODOGNAN, et du SMDE ; fusion à laquelle la commune de CODOGNAN s'était opposée et qui a abouti à une réduction des financements syndicaux des travaux notamment de la mise en discrétion des réseaux.

5 – D'émettre un avis favorable à la proposition de maintien du périmètre de la CCRVV.

6 – D'émettre un avis défavorable à la suggestion tendant à ce que la CDCI amende le SDCI pour proposer une fusion immédiate de la CCRVV, de la CCTC et de la CCPC.

7 – Solliciter une modification du projet qui prévoit une dissolution du SIVOM du Moyen Rhône au 1^{er} janvier 2018 alors qu'il conservera ses compétences Eau et Assainissement jusqu'au 1^{er} janvier 2020.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve les propositions ci-dessus.

6) Décision modificative

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité, de procéder au vote de virement de crédits suivants, sur le budget de l'exercice 2015.

CREDIT A OUVRIR						
Sens	Section	Op.	Chap.	Art.	Objet	Montant
D	I	Etude hydraulique	45	4581	Op. pour compte de tiers	+ 13 700 €

CREDIT A REDUIRE						
Sens	Section	Op.	Chap.	Art.	Objet	Montant
D	I	10 - Temple	21	21318	Autres bâtiments	- 13 700 €

7) Demande de subvention : Eclairage du terrain annexe – Stade Clément Coste

Monsieur Christian BARLAGUET, Adjoint aux Finances, expose que dans le cadre du projet de création d'un éclairage du stade annexe, il y a lieu de demander une aide financière auprès du Fonds d'Aide au Football Amateur.

Le montant estimatif du projet est de 47 799,22 € HT – 57 359,06 € TTC.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve le projet et autorise le Maire à demander l'aide financière susvisée.

8) Demande de subvention : Eclairage 3^{ème} court de tennis – Complexe sportif Les Mourgues

Monsieur Christian BARLAGUET, Adjoint aux Finances, expose que dans le cadre du projet de création d'un éclairage du troisième court de tennis, il y a lieu de demander une aide financière auprès de la Fédération Française de Tennis et du Comité du Gard.

Le montant estimatif du projet est de 11 062,70 € HT – 13 275,24 € TTC.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve le projet et autorise le Maire à demander l'aide financière susvisée.

9) Achat de terrain

Monsieur le Maire expose que dans le cadre de la mise en place du plan de stationnement il y a lieu de procéder à l'achat de foncier : parcelle cadastrée AK 24 d'une surface de 6 135 m² sur la commune de Vergèze sis rue de la monnaie. Ce terrain sera affecté à la création d'un nouveau parc de stationnement.

Les conditions suspensives relatives à cet achat sont :

- Vente du bien cadastré AID 665
- Obtention du permis d'aménager.

France Domaine a estimé ce bien à 20 000 €. Il est proposé de l'acheter à 10€/m² soit 61 350 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité (2 contre, 2 abstentions), approuve l'achat de la parcelle AK 24.

9) Plan de stationnement

Monsieur Alain SOUBEIRAN expose les conclusions de l'enquête publique ainsi que les décisions de la commission sécurité relatives à la mise en place d'un plan de stationnement.

Les projets proposés sont les suivants :

Rue des anciennes écoles : Sens unique avec possibilité de stationner.

Rue des Mas

- Stationnement libre de la rue de la Mairie au 34 rue des Mas
- Stationnement interdit de la rue des Mourgues à la place de la Bascule
- Mise en place d'un passage piéton face au cabinet médical
- Matérialisation de 3 places dont une PMR face au cabinet médical
- Mise en place d'un radar pédagogique

Place de la République

- Mise en place d'une zone bleue pour 15 places dont 2 PMR (2017)

Rue du Rhône

- Stationnement unilatéral par chicanes sur toute la voie.

Rue de la monnaie

- Etudier pour la mise en place de couloirs sécurisés pour les piétons sur les deux côtés de la voie.

Rue de Vergèze

De la rue des mas à la rue de l'église :

- Pérennisation du stationnement interdit

De la rue de l'église à la rue de la monnaie

- Stationnement bilatéral alterné par chicanes de la rue des anciennes écoles à la rue de la monnaie
- Mise en place d'un radar pédagogique
- Déplacement du panneau sens interdit au niveau du parking afin que les véhicules venant de la rue de Vergèze puissent y accéder facilement.

Rue de la Mairie

- Mise en place d'une zone bleue sur la partie droite avec 4 places arrêt minute et 1 place pour personne à mobilité réduite (PMR) – Horaires 8h-12h et 14h-19h
- Matérialisation d'une interdiction de stationner sur la partie gauche

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité (2 contre, 1 abstention), approuve le plan de stationnement susvisé.